

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE
DE COLMAR

RECEPISSE DE DEPOT

REGISTRE DU COMMERCE & DES SOCIETES
10, RUE DES AUGUSTINS
CS 50466
68020 COLMAR CEDEX
TEL: 03.89.24.77.45

COFIME
CS 10034
68025 COLMAR CEDEX

V/REF :
N/REF : 2015 D 46 / 2019-A-2381

Le greffier du tribunal d'instance de Colmar certifie qu'il a reçu le 11/09/2018, les actes suivants :

Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 01/09/2017

Contrat d'apport en date du 01/09/2017

- Apport

Statuts mis à jour en date du 01/09/2017

- Augmentation du capital social

Concernant la société

3 V HOLDING
Société civile immobilière
16 chemin Traenkweg
68340 Zellenberg

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2019-A-2381 le 20/02/2019

R.C.S. COLMAR TI 809 331 887 (2015 D 46)

Fait à COLMAR le 20/02/2019,
LE GREFFIER



3 V HOLDING

Société Civile
au capital de 4 365 000 Euros
Siège social : 16 Chemin Traenkweg
68340 ZELLENBERG

RCS COLMAR TI 809 331 887

2013 A 2381

15 D 46

**PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2017**

L'an deux mille dix-sept,
Le premier septembre,
A dix-neuf heures trente.

Les associés de la Société 3 V HOLDING, Société Civile au capital de 4 365 000 Euros, divisé en 43 650 parts sociales de 100 euros de valeur nominale chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance.

Sont présents :

- ▣ **Monsieur Eddy VINGATARAMIN**, titulaire de39 150 parts sociales,
- ▣ **Madame Marie VINGATARAMIN**, titulaire de4 500 parts sociales.

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par **Monsieur Eddy VINGATARAMIN**, gérant associé.

Monsieur le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- *Lecture du rapport de la gérance,*
- *Approbation d'un contrat d'apport en nature consenti à la Société par Monsieur Eddy VINGATARAMIN et de son évaluation,*
- *Augmentation du capital social de 1 484 100 euros par voie de création de 14 841 parts sociales nouvelles en rémunération de l'apport,*
- *Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,*
- *Modifications corrélatives des statuts,*
- *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.*

MU E.V

Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le contrat d'apport en nature de titres de la Société 2JGS,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Monsieur le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance et du contrat d'apport en nature.

Puis, Monsieur le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et lecture du contrat d'apport en nature aux termes duquel Monsieur Eddy VINGATARAMIN, né le 9 août 1976 à BASSE -TERRE (97), a fait apport à la Société 3 V HOLDING de :

- 51 parts sociales de la Société 2 JGS, Société à responsabilité limitée, au capital de 1 000 €, divisé en 100 parts de 10 € de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées, dont le siège social est à DINSHEIM-SUR-BRUCHE (67190) - 33 rue du Général de Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAVERNE sous le numéro 533 053 591, évaluées à la somme de UN MILLION QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT EUROS - (1 484 100 €) à titre pur et simple.

Approuve cet apport et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du contrat d'apport et du rapport de la gérance, décide, à titre de rémunération de l'apport approuvé au titre de la résolution qui précède, d'augmenter le capital social d'une somme globale de UN MILLION QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT EUROS - (1 484 100 €) pour le porter de 4 365 000 euros à 5 849 100 euros, au moyen de la création de 14 841 parts sociales nouvelles de 100 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, numérotées de 43 651 à 58 491 inclus et attribuées en totalité à l'apporteur proportionnellement au montant de son apport, lequel, réitérant les déclarations faites dans l'acte d'apport, déclare que les biens apportés lui appartiennent en propre.

Les parts sociales nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

L'Assemblée Générale déclare et constate que les parts sociales nouvelles sont intégralement libérées et qu'elles sont attribuées en totalité à Monsieur Eddy VINGATARAMIN.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale constate que l'augmentation de capital est définitivement réalisée et décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 6 et 7 des statuts :

"Article 6 - APPORTS

Adjonction d'un paragraphe :

Apports en nature

" Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} septembre 2017, le capital social de la Société a été augmenté d'une somme de UN MILLION QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT EUROS – (1 484 100 €), par apport effectué par Monsieur Eddy VINGATARAMIN de 51 parts sociales de la Société 2 JGS, Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à DINSHEIM-SUR-BRUCHE (67190) – 33 rue du Général de Gaulle, immatriculée au RCS de SAVERNE sous le numéro 533 053 591, évaluées à 1 484 100 euros, à titre pur et simple."

"Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLIONS HUIT CENT QUARANTE NEUF MILLE CENT EUROS – (5 849 100 €). Il est divisé en 58 491 parts sociales de 100 Euros de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 58 491, attribuées aux associés en représentation de leurs apports respectifs, savoir :

- **Monsieur Eddy VINGATARAMIN,**
à concurrence de 53 991 parts sociales,
numérotées de 1 à 4 400, de 8 801 à 29 900, de 30 001 à 58 491 inclus,
ci **53 991 parts sociales**

- **Madame Marie VINGATARAMIN**
à concurrence de 4 500 parts sociales,
numérotées de 4 401 à 8 000 et de 29 901 à 30 000, ci ... **4 500 parts sociales**

Soit un total égal au nombre de parts sociales

Composant le capital social, ci 58 491 parts sociales"

Le reste sans changement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs à la Gérance, ès qualités, ou à son mandataire, à l'effet :

- de signer, ce jour même le contrat d'apport définitif, d'authentifier les statuts mis à jour, et effectuer les formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra en suite et conséquence de la réalisation définitive des opérations, objet de la présente délibération.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant associé, et l'autre associé.

Monsieur Eddy VINGATARAMIN



Madame Marie VINGATARAMIN



**CONTRAT D'APPORT
DE 51 PARTS SOCIALES DE LA SOCIETE « 2JGS »**

Entre les soussignés :

- **Monsieur Eddy VINGATARAMIN,**

Né le 9 août 1976 à BASSE-TERRE (97), de nationalité française.

Marié avec Madame Marie BOEHM épouse VINGATARAMIN, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la Mairie de HERRLISHEIM-PRES-COLMAR (68), régime non modifié depuis.

Demeurant ensemble à ZELLENBERG (68340) – 16 Chemin Traenkweg.

**Ci-après dénommé "L'APPORTEUR",
De première part,**

- **La société « 3 V HOLDING »,**

Société civile, au capital de 4 365 000 €, dont le siège social est situé à ZELLENBERG (68340) – 16 Chemin Traenkweg ; immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COLMAR sous le n°809 331 887.

Représentée par **Monsieur Eddy VINGATARAMIN**, ès qualité de Gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

**Ci-après dénommée "LA SOCIÉTÉ",
De seconde part,**

PRÉALABLEMENT A L'APPORT OBJET DES PRESENTES, IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

EXPOSE

La société SC 3 V HOLDING a les caractéristiques suivantes :

- **Dénomination :** **SC 3 V HOLDING**
- **Objet :** La société a pour objet :

- *La prise de participation ou d'intérêt dans toutes sociétés, la gestion, l'administration et la cession de ces participations ;*
- *L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières et autres instruments financiers pour son compte propre, l'investissement dans tous produits bancaires, d'épargne ou de placement, et notamment dans des contrats de capitalisation ou des titres de créance ;*
- *L'acquisition, la propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation, par bail, location ou autrement, de tous biens et droits immobiliers ;*
- *L'emprunt de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet ci-dessus avec ou sans garantie hypothécaire ;*
- *La fourniture, à titre accessoire, de garanties à ses associés ;*
- *Et plus généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, dès lors que ces actes ou opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet.*

- Durée : 99 années

- Siège social : 16 chemin Traenkweg à ZELLENBERG (68340).

- Capital : 5 849 100 € divisé en 58 491 parts sociales de 100 €uros de valeur nominale chacune représentant à hauteur de 1 484 100 €uros l'apport des titres, objet des présentes.

CECI EXPOSÉ IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIVIT :

DECLARATIONS

La Société « 2JGS », est une Société à Responsabilité Limitée ayant pour objet :

- *Le management, développement et suivi de projets d'entreprises industrielles, commerciales ;*
- *Gestion de participations et assistance stratégiques dans des sociétés industrielles, commerciales ;*
- *prendre toutes participations dans toutes entreprises ou sociétés de nature civiles créées à créer, et ce par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances ou sociétés en participation.*
- *la location de biens meublés et l'acquisition de tous biens et droits immobiliers se rapportant à cette activité.*

Son capital s'élève à MILLE EUROS – (1 000 €), divisé en CENT – (100) parts sociales de valeur nominale de DIX EUROS – (10 €) chacune de valeur nominale et entièrement libérées.

Son siège social est sis à DINSHEIM-SUR-BRUCHE (67190) – 33 rue du Général de Gaulle.

Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAVERNE sous le numéro 533 053 591 depuis le 15 juin 2012.

MV E.V

La répartition du capital social est la suivante :

- La SC 2GL, propriétaire de	49 parts sociales
- Monsieur Eddy VINGATARAMIN, propriétaire de	51 parts sociales
TOTAL	100 parts sociales

La société 2JGS est assujettie à l'impôt sur les sociétés.

APPORTS

Monsieur Eddy VINGATARAMIN, apporteur, soussigné de première part, fait un apport pur et simple à la Société « SC 3 V HOLDING », sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par Monsieur Eddy VINGATARAMIN, ès-qualités, de :

- la valeur de CINQUANTE ET UNE – (51) parts sociales en pleine propriété de la société 2JGS.

EVALUATION DES APPORTS PURS ET SIMPLES

Lesdits biens évalués à la somme de UN MILLION QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT EUROS – 1 484 100 €), savoir :

- Les CINQUANTE ET UNE – (51) parts sociales de la société 2JGS évaluées à la somme de UN MILLION QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT EUROS – 1 484 100 €), soit VINGT NEUF MILLE CENT EUROS – (29 100 €) par titre.

En outre, le soussigné de première part stipule réaliser le présent apport sans aucune garantie de valeur des parts apportées, garantissant leur seule existence et l'absence de toute restriction à leur cessibilité.

REMUNERATION DES APPORTS

En rémunération de l'apport pur et simple ci-dessus désigné, évalué à la somme de UN MILLION QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT EUROS – 1 484 100 €), il sera attribué :

A Monsieur Eddy VINGATARAMIN, apporteur, 14 841 parts sociales nouvelles d'une valeur de 100 Euros chacune, entièrement libérées numérotées de 43 651 à 58 491 de la Société « 3 V HOLDING » au titre de l'apport consenti à titre pur et simple pour 1 484 100 €.

Madame Marie BOEHM épouse VINGATARAMIN, conjointe commune en biens de Monsieur Eddy VINGATARAMIN, intervient au présent acte et reconnaît avoir été avertie du présent apport et de ses modalités.

Elle consent expressément à la réalisation dudit apport et déclare qu'elle n'entend pas se prévaloir de la qualité d'associé à hauteur de la moitié des droits sociaux qui seront attribués à Monsieur Eddy VINGATARAMIN en rémunération de son apport, et ce conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil.

BUT DE L'OPERATION

Cette opération permet de recentrer les actifs de Monsieur Eddy VINGATARAMIN, au sein d'une structure juridique qui a pour vocation d'être une société holding dont l'objectif est d'organiser une transmission familiale future.

ORIGINE DE PROPRIETE

Monsieur Eddy VINGATARAMIN est propriétaire des 51 parts sociales de la société 2JGS, apportées pour les avoir acquises comme suit :

- Acquisition de 49 parts sociales sur Madame Géraldine STRUB, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 31/12/2011.
- Acquisition de 2 parts sociales sur Madame Géraldine STRUB, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 8/11/2014.

CHARGES ET CONDITIONS DE L'APPORT

Les apports stipulés sont consentis et acceptés sous les conditions ordinaires de fait et de droit en pareille matière et sous les charges et conditions suivantes :

- La société « 3 V HOLDING » sera propriétaire des parts sociales apportées à compter du jour de l'assemblée générale extraordinaire enterrinant l'acte d'apport.
- D'une manière générale, la Société « 3 V HOLDING », bénéficiaire de l'apport, sera subrogée dans tous les droits et obligations de l'apporteur attachés aux titres apportés.
- Dès la réalisation définitive de l'apport, la Société « 3 V HOLDING » sera seule habilitée, aux lieu et place de l'Apporteur, à effectuer toute opération relative à la propriété des titres apportés ou en résultant, sauf à requérir, en tant que de besoin, l'assistance de l'Apporteur.

L'Apporteur apportera à la Société « 3 V HOLDING » tous les concours et signatures nécessaires pour réaliser le transfert des biens et droits apportés, notamment par la remise de toutes instructions et l'accomplissement de toutes formalités.

La Société « 3 V HOLDING » supportera tous les frais, droits et honoraires afférents au présent apport, y compris ceux des actes et pièces appelés à en constater la réalisation définitive, ainsi que tous frais et impôts qui en seront la conséquence directe et indirecte.

RESPECT DES STATUTS DE LA SOCIETE « 2JGS »

La Société « 3 V HOLDING », bénéficiaire de l'apport, devra se conformer aux stipulations des statuts des sociétés dont les parts sociales lui sont apportées, ainsi qu'aux obligations légales nées de sa qualité d'associée. Elle bénéficiera en contrepartie de tous les avantages conférés aux associés par le pacte social.

DECLARATIONS

Monsieur Eddy VINGATARAMIN déclare :

- que son état civil est conforme à celui indiqué en tête des présentes,
- qu'il est de nationalité française et se considère comme résident au sens de la réglementation des changes actuellement en vigueur,
- qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de redressement et liquidation judiciaire, cessation de paiements, règlement judiciaire et liquidation de biens.
- que les parts sociales apportées sont entièrement libérées
- qu'elles ne font l'objet d'aucun nantissement ni mise en gage.
- que le présent apport est soumis au respect d'une procédure d'agrément dans la société 2JGS, ainsi qu'il résulte de leurs dispositions statutaires.

CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention ne deviendra définitive qu'à l'issue de l'Assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur l'opération d'augmentation de capital par voie d'apport des titres sus-visés à réaliser au sein de la société 3 V HOLDING.

A défaut de réunion de l'Assemblée générale de la société 3 V HOLDING constatant la réalisation définitive de l'opération d'augmentation de capital, la présente convention sera considérée comme nulle et non avenue, sans indemnité de part, ni d'autre.

DÉCLARATIONS FISCALES

Monsieur Eddy VINGATARAMIN, déclare :

- qu'il dépend pour la déclaration de ses revenus du service des Impôts de COLMAR,
- que les biens ci-dessus apportés ont été acquis ou reçus ainsi qu'il est indiqué sous le paragraphe "ORIGINE DE PROPRIÉTÉ".

L'Apport est soumis au régime des plus-values de cession de valeurs mobilières défini à l'article 150 O-A du Code Général des Impôts.

L'article 150 O-B *ter* du Code général des impôts prévoit en outre un report d'imposition automatique pour les plus-values réalisées à l'occasion d'apport de droits sociaux à une société soumise à l'impôt sur les sociétés et contrôlée par l'Apporteur.

La Société Bénéficiaire étant soumise à l'impôt sur les sociétés, la plus-value réalisée par l'Apporteur à raison de l'Apport bénéficie de plein droit de ce report d'imposition.

Le report d'imposition prendra fin notamment :

- lors de la transmission à titre onéreux (par voie de cession, rachat, remboursement ou annulation) des titres reçus en rémunération de l'Apport par l'Apporteur,
- lors de la transmission à titre onéreux des parts par la Société Bénéficiaire dans un délai de trois ans à compter de l'Apport, sauf si cette dernière réinvestit dans un délai de deux ans à compter de la cession au moins 50 % du produit de la cession dans une activité économique.

En cas de transmission à titre gratuit, la plus-value en report sera imposée au nom du ou des donataires, lors de la transmission à titre onéreux des titres reçus en rémunération de l'Apport dans un délai de dix-huit mois à compter de la donation.

L'apporteur reconnaît en outre être informé, devoir déclarer la plus-value en report d'imposition étant précisé que son imposition est reportée au moment où s'opère un des événements visés ci-dessus.

Déclaration pour l'enregistrement

Le présent apport, consenti à titre pur et simple, est exonéré de droits d'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 810bis du CGI.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Le rédacteur des présentes a informé les parties, qui le reconnaissent, des sanctions applicables aux insuffisances et aux dissimulations de prix et aux fausses affirmations de sincérité.

Les parties ont affirmé expressément sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime tant la valeur réelle du bien apporté que le passif pris en charge, la valeur nette étant seule rémunérée par des droits sociaux.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront supportés par la société bénéficiaire des apports.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure et siège social respectifs.

Fait à **ZELLENBERG**
Le 1^{er} septembre 2017
En 6 exemplaires

Monsieur Eddy VINGATARAMIN



Pour la société 3 V HOLDING
Monsieur Eddy VINGATARAMIN



Madame Marie VINGATARAMIN



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
MULHOUSE

Le 10/08/2018 Dossier 2018 27155, référence 2018 A 03559

Enregistrement : 500 € Penalités : 62 €

Total liquidé : Cinq cent soixante-deux Euros

Montant reçu : Cinq cent soixante-deux Euros

Le Contrôleur principal des finances publiques



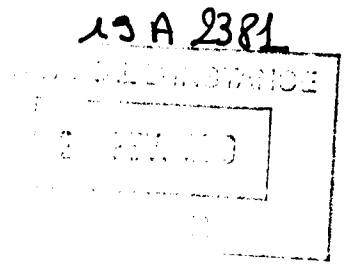
Béatrice LALLEMAND
Contrôleuse Principale

Annexe 1 – EVALUATION DES TITRES DE LA SARL 2JGS

L'évaluation des titres de la SARL 2JGS tient compte du montant des capitaux propres tels qu'ils ressortent au 31/03/2017 ainsi que des plus-values sur les titres de participation qu'elle détient à ce jour :

- Capitaux propres 2JGS au 31/03/2017 = **2 507 404 €**
- Titres de participation SCI ZAGAT = **néant**
- Titres de participation LPP : capitaux propres revalorisés (2 550 € / titre). 2JGS détient 208 titres / 2 000 titres soit 530 400 € - valeur des titres au bilan 2JGS (165 000 €) = **365 400 €** de plus-value
- Titres de participation LPF : valorisation à 365 € / titre. 2JGS détient 444 parts (300 + 444 parts acquises le 23/11/2016) soit 444 titres x 365 € / titre = 162 060 € - valeur des titres au bilan 2JGS (126 300 €) = **35 760 €** de plus-value

Soit une valorisation globale de 2JGS de 2 507 404 € + 0 + 365 400 + 35 760 = 2 908 564 € pour 100 titres = 29 085 arrondi à 29 100 € / titre



3V HOLDING

Société Civile au capital de 5 849 100 €

16 Chemin Traenkweg

68340 ZELLENBERG

S T A T U T S

Mise à jour suite à l'Assemblée Générale
extraordinaire du 1^{er} septembre 2017

"3V HOLDING"

Société Civile au capital de 5 849 100 €

16 Chemin Traenkweg

68340 ZELLENBERG

TITRE 1

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

Article 1 - *Forme*

Il est formé par les présentes, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société civile régie par les dispositions du titre IX du livre III du Code Civil et par les textes d'application subséquents ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - *Objet*

La société a pour objet :

- l'acquisition, la détention, la gestion et la cession de participations dans des sociétés ayant leur siège tant en France qu'à l'étranger, toutes opérations de trésorerie avec les sociétés ayant avec elle directement ou indirectement des liens de capital,
- la propriété, la détention, la gestion, la cession de tous actifs, notamment financiers, détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, dont elle est ou pourrait devenir propriétaire par voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscriptions ou autrement,
- la propriété et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, droits sociaux ou tous autres titres, détenus en pleine propriété, nue-propriété ou l'usufruit, dont elle est ou pourrait devenir propriétaire par voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscriptions ou autrement,
- l'acquisition, et exceptionnellement la vente, à titre civil de tous droits de propriété, nue-propriété ou d'usufruit, de tous terrains, immeubles, bâtis ou non bâtis, la construction de tous immeubles,
- l'administration, la mise en valeur et l'exploitation par bail ou autrement des biens sociaux,

- la gestion et le développement de marques ou de brevets, l'acquisition et la gestion d'immeubles, de participations dans des sociétés civiles immobilières.
- la recherche de tous moyens financiers et l'obtention de toutes ouvertures de crédits et facilités de caisse avec ou sans garantie d'hypothèque,
- toutes opérations destinées à la réalisation de l'objet social, notamment en facilitant le recours au crédit dont certains associés pourraient avoir besoin pour se libérer envers la société des sommes dont ils seraient débiteurs, à raison de l'exécution des travaux de construction respectivement de la réalisation de l'objet social et ce, par voie de caution hypothécaire ; le cautionnement des engagements financiers des associés notamment par l'affectation hypothécaire des biens de la société.

Article 3 - **Dénomination**

La société prend la dénomination suivante

"3V HOLDING"

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie, de manière lisible, une fois au moins, des mots "**Société Civile**" suivie de l'indication du capital social.

Article 4 - **Siège social**

Le siège social est fixé à

16 Chemin Traenkweg

68340 ZELLENBERG

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville ou du même département sur simple décision de la gérance et partout ailleurs, sur décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Article 5 - **Durée**

La durée de la société est fixée à **quatre-vingt dix-neuf (99)** années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La durée de la société peut être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder quatre-vingt-dix-neuf ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal de grande instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

La décision de prorogation est prise à la majorité prévue pour la modification des statuts.

La société n'est pas dissoute par le décès, ni par la déconfiture, la faillite personnelle, la liquidation judiciaire, le redressement judiciaire d'un associé.

TITRE 2

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 6 — Apports

6-1 Apport en nature lors de constitution de la société

1) Désignation de l'apport en nature

Les soussignés apportent en capital à la société **"3V HOLDING", 2 856 parts sociales** (à savoir chacun 1 428 parts sociales, toutes détenues en pleine propriété de la société **"LAFAYETTE PATRIMOINE FINANCES"**, Société à Responsabilité Limitée au capital de 61 000 Euros, divisé en 6 100 parts sociales de 10 Euros chacune, dont le siège social est à (75001) PARIS, 27 Rue de la Ferronnerie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro TI 495 373 516 (2014 B 18652).

La Société a pour objet, l'assistance au montage et au suivi de projets d'entreprise, et la prise de participation dans les sociétés porteuses des projets concernés, à titre accessoire le conseil en investissement financier, et les transactions immobilières.

Elle a été constituée par acte sous seing privé à KURTZENHOUSE le 8 février 2007, enregistrée à SCHILTIGHEIM le 5 mars 2007, sous le bord. 2007/165, Case n° 7, Ext. n° 1430.

Elle est dirigée par Monsieur **Eddy VINGATARAMIN**, Gérant.

Les parts appartenant à Monsieur et Madame **Eddy** et **Marie VINGATARAMIN** ont l'origine de propriété suivante :

Monsieur Eddy VINGATARAMIN

- **3 120 parts** lors de la constitution de la société le 8 février 2007
- **60 parts** ont été cédées le 30 avril 2008 à Madame Marie VINGATARAMIN
- **20 000 parts** ont été souscrites lors de l'augmentation de capital du 28 décembre 2009, assemblée qui a décidé de remplacer les parts existantes de 1 Euro par des parts de 10 Euros
- **144 parts** ont été acquises le 31 mars 2011
- **1 023 parts** ont été données à Madame Marie VINGATARAMIN le 29 juillet 2011
- **1 part** a été acquise le 1er avril 2014

Soit au total : 1 428 parts

Madame Marie VINGATARAMIN

- **60 parts** ont été acquises le 30 avril 2008
- **4 000 parts** ont été souscrites lors de l'augmentation de capital du 28 décembre 2009, assemblée qui a décidé de remplacer les parts existantes de 1 Euro par des parts de 10 Euros
- **1 part** a été cédée le 7 décembre 2010
- **1 023 parts** ont été acquises par donation le 29 juillet 2011

Soit au total : 1 428 parts

Le capital social est entièrement libéré.

2) Evaluation de l'apport en nature

La valeur des droits sociaux faisant l'objet du présent apport en nature, soit **46,82 %** du capital de la société "**LAFAYETTE PATRIMOINE FINANCES**", a été fixée à une valeur de **928 200 Euros**.

Les apports respectifs par Monsieur et Madame **Eddy** et **Marie VINGATARAMIN** (1 428 parts chacun) seront rémunérés par l'attribution respective de :

- pour Monsieur **Eddy VINGATARAMIN : 4 400 parts**
- pour Madame **Marie VINGATARAMIN : 4 400 parts**

soit au total **8 800 parts de 100 Euros** chacune de la société "**3V HOLDING**", soit **880 000 Euros**.

SOIT AU TOTAL, LA SOMME DE 880 000 EUROS.

La soulte égale à la différence entre la valeur d'apport estimé à 928 200 Euros et la valeur des parts sociales reçues en contrepartie de l'apport (soit 880 000 €), soit la somme de 48 200 Euros sera payée par inscription aux comptes- courants de Monsieur et Madame Eddy et Marie VINGATARAMIN, chacun pour moitié, soit la somme de 24 100 Euros.

Déclarations de l'apporteur

Les apporteurs, ci-dessus désignés, déclarent que :

- les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucune inscription quelconque et en particulier d'aucune inscription de nantissement, promesse de vente ;
- les droits sociaux apportés sont leur propriété légitime ;
- il n'existe aucun obstacle pouvant s'opposer à la transmission de ces droits sociaux ;
- la société "**LAFAYETTE PATRIMOINE FINANCES**", dont les droits sont apportés, n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire, et ne fait pas l'objet de procédure de règlement amiable ou de sauvegarde de justice ;
- la société "**LAFAYETTE PATRIMOINE FINANCES**" a arrêté son dernier exercice social le 31 mars 2014, et à cette date et avant affectation des résultats de l'exercice ses capitaux propres s'élevaient à la somme de 1 117 185 €uros et le résultat de l'exercice clos le 31 mars 2014 dégageait un bénéfice de 49 723,47 €uros.

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle tenue le **26 septembre 2014** a approuvé les comptes et a affecté le bénéfice d'un montant de **49 723,47 €uros** pour **3 000 €uros** à la « Réserve Légale » et **46 623,47 €uros** à la « Réserve Facultative ».

L'ensemble des droits sociaux apportés sont entièrement libérées de leur montant total.

En résumé, rien ne s'oppose à la libre disposition des droits sociaux apportés à la société bénéficiaire.

En outre, ils stipulent réaliser le présent apport sans aucune garantie de valeur des actions apportées garantissant leur seule existence et l'absence de toute restriction à leur cessibilité.

Propriété - jouissance

La société bénéficiaire des apports sera propriétaire des titres sociaux sus-désignés à compter du jour où elle aura acquis la personnalité morale par son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Elle en aura la jouissance à compter du même jour.

Agrément

La société "**3V HOLDING**", bénéficiaire de l'apport des titres de la société "**LAFAYETTE PATRIMOINE FINANCES**", a été agréée en qualité de nouvelle associée de cette société par décision de l'Assemblée Générale des associés de la société "**LAFAYETTE PATRIMOINE FINANCES**" réunie le **8 novembre 2014** conformément aux dispositions des statuts de cette société prévoyant un tel agrément en cas de cession à titre onéreux à quelque cessionnaire que ce soit.

Rémunération des apports en nature

En représentation de la valeur des apports en nature ci-dessus désignés, il sera créé **8 800** parts sociales de **100 €uros** de nominal chacune, toutes entièrement libérées, et attribuées de la manière suivante :

- pour Monsieur **Eddy VINGATARAMIN : 4 400** parts
- pour Madame **Marie VINGATARAMIN : 4 400** parts

6-2 Apport en nature du 18 janvier 2015

Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du **18 janvier 2015**, le capital social de la société "**3V HOLDING**" a été augmenté de **2.120.000 €uros** suite à l'apport en nature consenti par Monsieur **Eddy VINGATARAMIN** de **422** (quatre cent vingt-deux) actions et suite à l'apport en numéraire consenti par Madame **Marie VINGATARAMIN** de **10.000 €** (dix mille euros),

lesquels apports ont été rémunérés par l'attribution de **21.200** parts nouvelles toutes d'une valeur nominale de **100 €uros** chacune, entièrement libérées, toutes nominatives, émises en contrepartie des apports suivants :

* **422** (quatre cent vingt-deux) actions, appartenant à Monsieur Eddy VINGATARAMIN chacune entièrement libérées émises par la société "**LAFAYETTE PATRIMOINE PROMOTION** ", Société par Actions simplifiées au capital de 450.000 €uros, ayant son siège social à (75001) PARIS, 27 Rue de la Ferronnerie immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le n° 539.917.953, ledit apport évalué à **2.110.000 €uros** et rémunéré par l'attribution de **21.100** parts nouvelles,

* **10.000 €** (dix mille euros) en numéraire appartenant à Madame Marie BOEHM épouse VINGATARAMIN, ledit apport rémunéré par l'attribution de 100 parts nouvelles.

6-3 Apport en nature du 03 juillet 2015

Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du **03 juillet 2015**, le capital social de la société "**3V HOLDING**" a été augmenté de **1.365.000 €uros** suite à l'apport en nature consenti par Monsieur **Eddy VINGATARAMIN** de **273** (deux cent soixante-treize) actions comme dit ci-après.

lequel apport a été rémunéré par l'attribution de **13 650** parts nouvelles toutes d'une valeur nominale de **100 €uros** chacune, entièrement libérées, toutes nominatives, émises en contrepartie de l'apport suivant :

* **273 actions**, appartenant à Monsieur Eddy VINGATARAMIN chacune entièrement libérées émises par la société "**LAFAYETTE PATRIMOINE PROMOTION**", Société par Actions simplifiée au capital de 450 000 Euros, ayant son siège social à (75001) PARIS, 27 Rue de la Ferronnerie immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le n° 539.917.953, ledit apport évalué à **1 365 000 Euros** et rémunéré par l'attribution de **13 650 parts** nouvelles,

6-4 Apport en nature du 1er septembre 2017

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du **1er septembre 2017**, le capital social de la Société a été augmenté d'une somme de **UN MILLION QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT EUROS** – (1 484 100 €), par apport effectué par Monsieur Eddy VINGATARAMIN de 51 parts sociales de la Société 2 JGS, Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à DINSHEIM-SUR-BRUCHE (67190) – 33 rue du Général de Gaulle, immatriculée au RCS de SAVERNE sous le numéro 533 053 591, évaluées à 1 484 100 euros, à titre pur et simple."

6-5 Récapitulation des apports

- Apports en nature
effectués par M. **Eddy VINGATARAMIN** : **5 399 100 Euros**
représentant **53 991 parts**
- Apport en nature
effectué par Mme **Marie VINGATARAMIN** : **450 000 Euros**
représentant **4 500 parts**

Total des apports correspondants :

- **au montant du capital social** : **5 849 100 Euros**
- **au montant des parts sociales** : **58 491 parts**

Article 7 - Capital social - parts sociales

Le capital social est fixé à la somme de **CINQ MILLIONS HUIT CENT QUARANTE NEUF MILLE CENT EUROS – (5 849 100 €)**. Il est divisé en **58 491 parts sociales de 100 Euros** de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 58 491, attribuées aux associés en représentation de leurs apports respectifs, savoir :

- **Monsieur Eddy VINGATARAMIN**,
à concurrence de 53 991 parts sociales,
numérotées de 1 à 4 400, de 8 801 à 29 900, de 30 001 à 58 491 inclus,
ci **53 991 parts sociales**
- **Madame Marie VINGATARAMIN**
à concurrence de 4 500 parts sociales,
numérotées de 4 401 à 8 000 et de 29 901 à 30 000,
ci **4 500 parts sociales**

Soit un total égal au nombre de parts sociales

Composant le capital social, ci 58 491 parts sociales

Article 8 - **Augmentation du capital**

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, par la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en nature ou en espèces ; mais les attributaires, s'ils n'ont déjà la qualité d'associé, devront être agréés.

Il peut aussi, en vertu d'une décision extraordinaire de ladite collectivité, être augmenté, en une ou plusieurs fois, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves ou des bénéfices, par voie d'élévation de la valeur nominale des parts existantes, ou création de parts nouvelles.

En cas d'augmentation de capital, l'assemblée générale extraordinaire peut décider que, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé par les voies civiles conformément à l'article 1690 du Code Civil sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les conditions prévues à l'article 11 ci-après.

L'augmentation de capital est réalisée nonobstant l'existence de rompus et les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription pour souscrire un nombre entier de parts nouvelles doivent faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits. Ces cessions ou acquisitions ont lieu librement entre associés.

En cas d'exercice partiel du droit de souscription par un associé, les parts non souscrites par lui, peuvent être souscrites librement par ses coassociés ou certains d'entre eux, proportionnellement à leurs droits dans le capital social et dans la limite de leur demande.

Si toutes les parts ne sont pas souscrites à titre réductible, les parts restantes pourront être souscrites par des tiers étrangers à la société à condition que ceux-ci soient agréés par les associés. A défaut, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

Le droit préférentiel de souscription est exercé dans les formes et délais fixés par la gérance sans toutefois que le délai imparti aux associés pour souscrire ou proposer un cessionnaire de leurs droits puisse être inférieur à 10 jours.

Les associés pourront, lors de la décision afférente à l'augmentation du capital, renoncer, en tout ou en partie, à leur droit préférentiel de souscription.

En cas d'augmentation de capital, la libération peut avoir lieu par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible contre la société.

Article 9 - Réduction du capital

Le capital social peut aussi, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés, être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par voie de remboursement ou de rachat de parts, de réduction de leur montant ou de leur nombre avec obligation, s'il y a lieu, de cession ou d'achat de parts anciennes pour permettre l'opération. La réduction du capital ne peut, en aucun cas, porter atteinte à l'égalité des associés.

Article 10 - Représentation des parts

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présentes, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties, constatées et publiées.

Il est tenu au siège social, un registre coté et paraphé par la gérance en fonction à la date d'ouverture de ce registre, lequel contient les nom, prénoms et domicile des associés d'origine, s'il s'agit de personnes physiques et, s'il s'agit de personnes morales, leur raison sociale et l'adresse de leur siège social ainsi que la quote-part des droits sociaux dont chacun est titulaire. Sur ce registre sont mentionnés, lors de chaque transfert de droits sociaux, les nom, prénoms et domicile ou la raison sociale et l'adresse du siège social des nouveaux titulaires de ces droits ainsi que la date de l'opération.

Article 11 - Cession entre vifs des parts sociales

1 .- Constatation des cessions de parts

Toute cession de parts sociales doit être constatée par un écrit.

La cession n'est opposable à la société qu'après inscription sur le registre des transferts tenus par la société.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication.

Les cessions entre époux doivent résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

2.- Agrément

- I. Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à quelque cessionnaire que ce soit, associé ou non, ascendant, descendant du cédant qu'après agrément du cessionnaire proposé par la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 23 ci-après et le cas échéant purge du droit de préemption prévu par l'article 34 de la loi du 25 mars 2009.

A l'effet d'obtenir ce consentement, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts sociales doit notifier le projet de cession à la société et à chacun de ses coassociés, par lettre recommandée ou par acte extrajudiciaire en indiquant les noms, prénoms, profession, nationalité et domicile du cessionnaire proposé et le nombre de parts à céder et demander l'agrément dudit cessionnaire.

Dans les quinze jours de la notification du projet de cession à la société, la gérance doit convoquer les associés en assemblée à l'effet de statuer sur la demande d'agrément, dans les conditions de majorité visées à l'article 23 des statuts.

La décision des associés n'est pas motivée et la gérance notifie dans les huit jours le résultat du vote de l'assemblée à l'associé vendeur par lettre en recommandé avec accusé de réception.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, les associés peuvent se porter acquéreur des parts du cédant ; en cas de pluralité d'offres, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient au jour de la notification du projet de cession.

Si aucun associé ne se porte acquéreur comme dans le cas où les offres d'achat ne portent pas sur la totalité des parts dont le projet de cession n'a pas été agréé, la société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné aux conditions prévues pour les décisions extraordinaires ou peut, elle-même, procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés, ou tiers, l'offre de rachat par les sociétés ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil, sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre n'est faite au cédant dans un délai d'un mois à compter de la dernière des notifications faites par le cédant, l'agrément à la cession est réputé acquis à moins que les autres associés ne décident, dans ce même délai, la dissolution anticipée de la société. Le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision.

Si la cession est agréée, elle doit être régularisée dans le mois de la notification de l'agrément ; à défaut de régularisation dans ce délai, le cédant est réputé avoir renoncé à la cession.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors que la cession aurait lieu par voie de fusion ou d'apport ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation.

- II. Tout projet de nantissement de parts est soumis à l'agrément des associés dans les mêmes conditions que les cessions de parts. Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts à condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement. Si aucun associé n'exerce cette faculté, la société peut racheter les parts elle-même en vue de leur annulation.

- III. Tout autre cas de réalisation forcée doit pareillement être notifié un mois avant la vente tant aux associés qu'à la société. Les associés peuvent, dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues au paragraphe I ci-dessus.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue au 2 ci-dessus. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

Article 12 - *Décès ou retrait d'un associé*

1.- Décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les ayants-droit et héritiers de l'associé décédé et éventuellement son conjoint commun en bien, lesquels sont soumis à l'agrément des associés survivants.

Les héritiers, ayants-droit et conjoint justifieront de leurs qualités dans les trois mois du décès, l'exercice des droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé étant subordonné à la production de cette justification.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants-droit et conjoint au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé, éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés à ces parts seront exercés selon les modalités prévues à l'article 13 ci-devant.

Les héritiers, ayants-droit et conjoint survivant seront considérés comme associés dès qu'ils auront notifié à la société un acte régulier de partage de parts indivises et après agrément dans les formes et conditions qui précèdent.

2.- Retrait d'un associé

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société après autorisation donnée par une décision unanime des autres associés.

Le retrait pourra être également autorisé pour justes motifs par une décision de justice.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de ses parts dont la valeur, à défaut d'accord amiable, sera fixée par expertise conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 13 - ***Droits attachés aux parts sociales***

Chaque part sociale donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété, d'une part, emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter, lequel mandataire pourra ne pas être un associé.

Si les parts sont grevées d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit d'assister à toutes les autres assemblées.

Les héritiers, ayant droit ou créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société en demandant le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

Article 14 - ***Responsabilité des associés***

Vis-à-vis des créanciers, chacun des associés n'est tenu indéfiniment des dettes sociales que dans la proportion du nombre de parts qu'il possède à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements, conformément aux dispositions de l'article 1857 du Code Civil.

L'associé qui n'a apporté que son industrie est tenu comme celui dont la participation dans le capital social est la plus faible.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

Article 15 - *Déconfiture, faillite personnelle, liquidation judiciaire ou redressement judiciaire d'un associé*

S'il y a déconfiture, faillite personnelle, liquidation judiciaire ou redressement judiciaire atteignant un associé et à moins que les autres ne décident à l'unanimité de dissoudre la société, il est procédé au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'associé. La valeur des droits sociaux à rembourser est déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

TITRE 3

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 16 - *Gérance : nomination et durée des fonctions*

- I La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, désignés par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Elles cessent par son décès, sa déconfiture, sa faillite personnelle, sa mise en liquidation judiciaire, son redressement judiciaire, sa démission ou sa révocation.

Le décès, la démission ou la révocation d'un gérant, associé ou non, n'entraînent ni la dissolution de la société, ni, en cas de démission ou de révocation d'un gérant associé, le droit pour celui-ci de se retirer de la société. Un nouveau gérant est alors nommé par la collectivité des associés convoquée d'urgence par le gérant démissionnaire ou, à défaut, ainsi que dans les autres cas, par un mandataire de justice nommé à la requête de l'associé le plus diligent.

- III. Le gérant est révocable au cours de son mandat par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Le gérant est également révocable par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

- IV. Si pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au président du tribunal statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Si la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal de prononcer la dissolution de la société

Article 17 - **Pouvoirs de la gérance**

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant jouit des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire autoriser tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, chacun exerce séparément ces pouvoirs, sauf le droit de chacun d'eux de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue. Mais l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toute délégation de pouvoirs.

Article 18 - **Rémunération de la gérance**

En rémunération de leurs fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, les gérants peuvent avoir droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés lors de leur nomination ou ultérieurement, lors d'une décision de la collectivité des associés statuant en matière ordinaire.

Le gérant a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 19 - **Responsabilité du gérant**

Indépendamment de la responsabilité qu'il encourt s'il est associé, chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la répartition du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

TITRE 4

DECISIONS COLLECTIVES

Article 20 - *Objet*

Les décisions collectives des associés ont notamment pour objet d'approuver les comptes sociaux, d'autoriser les gérants pour des opérations excédant leurs pouvoirs, de nommer et révoquer les gérants et de modifier les statuts.

Article 21 - *Modes de consultation*

- I. La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance.

1- Assemblée générale

L'assemblée est convoquée par la gérance au lieu du siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Tout associé non gérant peut, à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée. Sauf si la question posée porte sur le retard du gérant à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque le gérant accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la plus prochaine assemblée. Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du président du tribunal de grande instance statuant en la forme des référés la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés. Cette lettre indique l'ordre du jour de l'assemblée de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Ces documents peuvent leur être adressés sur demande, à leurs frais, par lettre recommandée.

L'assemblée est présidée par le gérant ou, s'il n'est pas associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

Il ne peut être mis en délibération que les questions inscrites à l'ordre du jour sauf si tous les associés sont présents.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le gérant et, le cas échéant, par le président de séance. A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur ce procès-verbal.

2. Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun de ceux-ci par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours (15) à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

3. Conformément à l'article 1854 du Code Civil, les décisions collectives pourront également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte sous seing privé ou notarié.

- II. Tout associé a droit de participer aux décisions quels que soient la nature et le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Tout associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé justifiant de son pouvoir.
- III. Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées conformément à la loi.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 22 - *Décisions collectives ordinaires*

Sont qualifiées d'ordinaire les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires, ni l'agrément de nouveaux associés, étant précisé que la nomination et la révocation des gérants, même statutaires, sont de leur compétence.

Chaque année, la gérance doit rendre compte de la gestion aux associés ainsi qu'il est dit à l'article 26 ci-après.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte, les décisions sont sur deuxième convocation prises à la majorité des votes émis quelle que soit la proportion du capital représentée.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

Article 23 - *Décisions collectives extraordinaires*

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modificatives des statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

à l'unanimité s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en une forme de société dans laquelle les associés voient leur responsabilité aggravée ;

à l'unanimité des associés, compte non-tenu des parts du cédant ou des parts de l'associé décédé s'il s'agit de l'agrément de nouveaux associés ; par des associés représentant au moins les deux tiers du capital social pour toute autre décision extraordinaire.

Article 24 - *Droit de communication des associés*

Les associés ont le droit d'obtenir au moins une fois par an communication des livres et des documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander à la société la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La gérance doit annexer à ce document la liste mise à jour des associés ainsi que des gérants.

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chaque associé non-gérant a droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la réglementation en vigueur.

Article 24 bis - *Conventions réglementées*

- 1) Conformément à l'article L. 612-5 du Code de Commerce, la gérance, ou s'il en existe un le Commissaire aux Comptes, doit présenter à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, un rapport sur les conventions passées directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants. Ce rapport doit également mentionner les conventions passées entre la société et une autre société dont la gérance est associée indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, directeur général délégué, membre de direction ou de conseil de surveillance ou actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieur à 10 %.
- 2) Ces dispositions, ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales, qui en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties.

TITRE 5

Exercice social - Comptes Affectation et répartition des bénéfices

Article 25 - *Exercice social*

L'exercice social commence le **1^{er} Janvier** et finit le **31 Décembre**.

Article 26 - *Comptes - Droit de communication des associés*

A la clôture de chaque exercice, il est dressé par les soins de la gérance un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la société, un compte de résultat et un bilan de la société. Les écritures de la société sont tenues, en partie double, selon les normes du plan comptable national et selon les règles applicables à la comptabilité commerciale.

La gérance doit, au moins une fois par an, rendre compte de sa gestion aux associés.

Cette reddition de comptes doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés et des pertes encourues.

Ce rapport, ainsi que les documents ci-dessus, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Ces mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés sont réunis dans les six mois de la clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

Article 27 - *Affectation et répartition des bénéfices*

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris le cas échéant sur simple décision du gérant, tous amortissements et provisions, constituent les bénéfices nets.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, et après imputation sur les bénéfices non répartis, sur les réserves sont soit affectées à un compte de « Report à Nouveau » soit supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts leur appartenant.

Article 27 bis - *Contribution au passif social*

Les associés sont tenus du passif social sur tous leurs biens proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Toutefois, les créanciers de la société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre les associés qu'après mise en demeure adressée à la société et restée infructueuse.

La gérance est tenue de communiquer à tout créancier social qui en fait la demande, le nom et le domicile, réel ou élu, de chacun des associés.

Une telle demande est valablement faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la société.

TITRE 6

DISSOLUTION-LIQUIDATION

Article 28 - *Dissolution*

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La réunion de toutes les parts en une même main n'emporte pas la dissolution de la société.

A compter de la dissolution de la société, la mention "Société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

Article 29 - *Liquidation*

Le liquidateur est désigné par la collectivité des associés statuant comme en matière ordinaire ou à défaut par décision de justice à la demande de tout intéressé.

L'acte de nomination définit ses pouvoirs et sa rémunération.

Pendant la liquidation, les associés peuvent prendre des décisions ordinaires ou extraordinaires afférentes à la liquidation.

Une fois par an, le liquidateur rend compte de sa gestion aux associés sous forme d'un rapport écrit.

La décision de clôture de la liquidation est prise par les associés après approbation des comptes définitifs de la liquidation.

A défaut d'approbation ou de consultation des associés, il est statué sur les comptes et sur la clôture de la liquidation par décision de justice à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices. Les règles concernant le partage des successions y compris l'attribution préférentielle s'appliquent au partage entre associés.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal, qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

TITRE 7

PERSONNALITE MORALE PUBLICITE - CONTESTATIONS

Article 30 - *Personnalité morale*

La société jouit de la personnalité morale à compter de son immatriculation jusqu'à la publication de la clôture de la liquidation.

Article 31 - *Clause arbitrale*

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la société et les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation et l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales, seront de convention expresse soumises à la juridiction exclusive d'un collège d'arbitres constitué et procédant comme il va être dit :

Chacune des parties désignera son arbitre. Les arbitres ainsi désignés en choisiront un troisième qui formera avec eux un Tribunal à trois, statuant à la majorité des voix de ses membres.

Faute par l'une des parties de désigner son arbitre dans la quinzaine de la mise en demeure, à elle adressée par l'autre partie, comme dans le cas où les deux arbitres ne tomberaient pas d'accord pour la désignation du troisième, il serait pourvu à cette désignation par simple ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance du ressort du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Les arbitres seront dispensés de l'observation des formes et du délai du Code de procédure et notamment du dépôt et de l'enregistrement de leur sentence.

Ils procèderont et statueront comme amiables compositeurs, dispensés également des règles de fond du droit et pourront fonder leur sentence sur des considérations d'équité, mais cette sentence devra toujours être motivée.

Les arbitres rendront leur sentence dans un délai de trois mois à compter de l'acceptation de ses fonctions par le troisième arbitre, et sauf prorogation de ce délai d'un commun accord entre les parties.

Article 32 - *Régime fiscal*

Les associés, seuls associés, déclarent par application des dispositions des articles 206-3, 239 et 22 de l'annexe IV du Code Général des Impôts, opter pour l'assujettissement de la société à l'impôt sur les sociétés.

Le régime de report d'imposition prévu par l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts s'applique de plein droit à l'échange des titres résultant des apports à titre pur et simple ou des apports à titre onéreux effectués par un apporteur, personne physique ayant sa résidence fiscale en France.

Par ailleurs, le montant de la soulte inscrite en compte-courant de Monsieur et Madame **Eddy et Marie VINGATARAMIN**, est inférieure au seuil de 10 % prévu à l'article 150-0 B du Code des Impôts.

Dans le cadre des dispositions de l'article **150-0 B ter** du Code Général des Impôts, Monsieur et Madame **Eddy et Marie VINGATARAMIN**, apporteurs en nature, bénéficient donc du report d'imposition de la plus-value résultant de l'apport des parts détaillé ci-dessus.

Le présent apport sera soumis au régime fiscal prévu à l'article 810 bis al. 1 du Code Général des Impôts, prévoyant une exonération de droit d'enregistrement.

Fait à **ZELLENBERG**, le **1er septembre 2017**

M. Eddy VINGATARAMIN, Gérant

